Prix Goldman pour l'environnement 2013

Partage international n° 298 – Juin 2013

Le Prix Goldman pour l'environnement est la plus grande distinction au monde destinée aux écologistes de terrain. Décerné tous les ans depuis 1990, ce prix a été offert jusqu'à présent à 157 personnes originaires de 82 pays. Il y a un lauréat pour chacun des six continents habités de la planète, et chacun reçoit 150 000 dollars. En 2013, ces lauréats viennent d'Afrique du Sud, de Colombie, d'Indonésie, d'Italie, d'Iraq et des Etats-Unis. Selon le jury, ils « font preuve d'un courage et d'un engagement exceptionnels, prenant souvent d'énormes risques pour protéger notre environnement, et, par voie de conséquence, la vie sur Terre. »

Il combat la fracturation hydraulique en Afrique du Sud

Jonathan Deal – Dans le Karoo, semi désert d'Afrique du Sud, vivent de nombreuses espèces que l'on ne trouve nulle part ailleurs : des lézards, tortues, scorpions et, au bord des cours d'eau, des lapins – ces derniers comptant parmi les mammifères les plus menacés d'Afrique. On y trouve également une agriculture florissante qui fournit à l'Afrique du Sud une grande part de ses vins, miels et autres produits agricoles.

Cette région est menacée par la fracturation hydraulique – communément appelée *fracking*, consistant à extraire du gaz en fracturant les roches de schiste par des jets à haute pression d'un mélange d'eau et de produits chimiques. Le Karoo possédant, semble-t-il, de grands gisements de gaz de schiste, Shell et d'autres compagnies ont annoncé en janvier 2011 leur intention de demander des permis de forages de prospection.

Jonathan Deal et sa femme Sharon n'avaient mis que quinze minutes pour tomber amoureux d'un terrain vierge à Karoo et pour l'acheter. Ils firent de ce terrain – non convoité par les prospecteurs – un endroit où il fait bon vivre au contact de la nature, et qu'ils aiment partager avec d'autres.

En 2011, J. Deal lut dans le journal local un article sur le projet de prospection. C'était la première fois qu'il prenait conscience que la technique de la fracturation hydraulique pouvait menacer sa région. De par sa profonde connaissance du Karoo, il comprit tout de suite que le projet de Shell ne pouvait être autorisé sans une évaluation de l'impact environnemental et sans consulter les communautés locales.

J. Deal n'avait jamais essayé de rassembler un mouvement citoyen. Pourtant, il constitua immédiatement sur Facebook un groupe qui devint le *Groupe d'action pour la conservation du Karoo* (TKAG), destiné à prévenir les habitants des dangers de cette technique. Avec le soutien de scientifiques, de bénévoles et d'experts juridiques, il obligea les dirigeants de Shell à des débats publics et demanda au gouvernement sud africain – actionnaire de Shell, donc en situation de conflit d'intérêt s'il accordait les permis demandés – de publier un moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste.

Trois mois plus tard, le gouvernement annonça un moratoire national sur la fracturation hydraulique. Shell réagit aussitôt par une vaste campagne médiatique visant à convaincre le public de l'innocuité du *fracking*, mais dut l'interrompre suite à la plainte déposée par le TKAG auprès du Bureau sud-africain de vérification de la publicité.

Le gouvernement leva le moratoire en 2012. Toutefois, il commanda à son ministère de la Science et de la technologie deux études sérieuses sur l'impact environnemental du *fracking*. Cela fait maintenant deux ans que J. Deal et son équipe réussissent à épargner le *fracking* à l'Afrique du Sud, et ils se préparent à s'opposer à tout permis approuvé par le gouvernement, puisque la loi de ce pays garantit à ses citoyens le droit de vivre dans un environnement sain et sûr.

Elle a fédéré les recycleurs des rues de Bogota

Nohra Padilla – La gestion des déchets est l'un des plus gros problèmes que connaît la capitale colombienne Bogota, qui grandit plus vite que la capacité des décharges municipales. De plus, en se décomposant, les ordures produisent des gaz à effet de serre, tandis que plastique, verre et papier, insuffisamment recyclés, signifient davantage de matières premières à recycler.

A Bogota, le recyclage est effectué par un groupe de marginaux connus sous le nom de « ramasseurs

d'ordures ». Manifestement en butte à des discriminations et à de mauvaises conditions de travail, ces recycleurs non officiels rendent à la ville un service très appréciable tout en permettant à leurs familles de vivre tant bien que mal.

Nohra Padilla fait ce travail de recyclage depuis l'âge de sept ans, lorsque ses parents et leurs douze enfants, ayant quitté la Colombie rurale en proie aux violences, trouvèrent à Bogota un moyen de survivre en parcourant les montagnes d'ordures de la mégalopole.

Alors que N. Padilla avait 16 ans, on ferma la décharge locale, qui était devenue pour sa communauté la principale source de matériaux à recycler. Les recycleurs furent donc obligés de chercher des matériaux dans les rues, où ils se trouvèrent sous la menace constante de la violence et des harcèlements. Ayant déjà eu l'expérience de ramasser les déchets dans les rues lorsque sa famille était arrivée à Bogota, neuf ans plus tôt, elle parvint à se hisser à un poste de commandement au sein des recycleurs, qui s'organisèrent en coopératives les dotant d'un certain degré de sécurité et de protection. Les coopératives se regroupèrent en une organisation, l'Association des recycleurs de Bogota (ARB), représentant les 3 000 recycleurs non officiels de la capitale.

Vers la fin de l'année 2011, N. Padilla et l'ARB obtinrent de la justice l'interdiction des contrats de traitement des ordures qui n'offriraient pas des emplois aux recycleurs non officiels ; de plus, un décret du maire de Bogota officialisa leur activité. Aujourd'hui, les recycleurs ont des uniformes de travail et des cartes d'identité reconnaissant leur profession. Certains reçoivent même un salaire, ce qui constitue un progrès énorme, puisque, jusqu'à présent, la vente des matériaux recyclés constituait leur seule source de revenus. L'ARB dirige deux centres de recyclage et projette d'en faire le plus grand centre de recyclage d'Amérique latine exploité par les recycleurs eux-mêmes.

Elle stoppe l'exploitation minière au Timor

Aleta Baun – Au cœur de la partie occidentale de l'île de Timor (Indonésie), le Mont Mutis bénéficie d'une grande biodiversité et abrite les sources des principales rivières du Timor occidental qui alimentent les systèmes d'irrigation et fournissent l'eau potable.

Les tribus indigènes Molos trouvent dans la forêt leur nourriture et des remèdes naturels, elles y font pousser des cultures et extraient des plantes des colorants naturels utilisés pour le tissage : une activité traditionnelle dans ces villages depuis des générations. Les Molos maintiennent un lien spirituel profond avec leur environnement – ce lien est tel que chaque personne est caractérisée selon le sol, l'eau, les pierres et les arbres dont les qualités se retrouvent dans sa chair, son sang, ses os et ses cheveux.

Aleta Baun, une Molo, a perdu sa mère à un jeune âge et a été élevée par d'autres femmes et des personnes âgées du village. Elles lui ont appris à respecter l'environnement en tant que source de leur identité spirituelle. Façonnée par ces valeurs, elle a par la suite assumé un rôle de leadership dans sa communauté en partageant ses connaissances traditionnelles et en devenant finalement « Mama Aleta ».

Dans les années 1980, les autorités locales ont délivré des permis à des compagnies minières pour tailler des pierres de marbre dans le territoire des Molos. Avec l'avancement de la déforestation et des activités minières, les glissements de terrain sont devenus monnaie courante, ce qui a abouti à une pollution des eaux et causé de grandes difficultés aux villageois vivant en aval.

Selon Mama Aleta, ces activités constituaient une menace pour le droit des Molos à leur territoire. Elle a dirigé un petit groupe de femmes qui se rendaient à pied d'un village à l'autre – des déplacements qui prenaient parfois plus de six heures – pour informer et organiser des actions locales. Son travail a fait d'elle une cible pour les intérêts miniers et les autorités locales, qui ont mis sa tête à prix.

Mama Aleta a élargi le mouvement pour y inclure des centaines de villageois. Tout cela a abouti à une action d'occupation où 150 femmes ont passé un an assises sur les rochers de la carrière de marbre en tissant tranquillement leurs vêtements traditionnels en signe de protestation.

Face à la présence pacifique et permanente des villageoises, l'activité des mines de marbre est devenue de plus en plus intenable. La sensibilisation du public à cette occupation s'est accrue, et les membres du gouvernement indonésien en ont pris connaissance. En 2010, en réaction à la pression, les compagnies minières ont interrompu l'exploitation des quatre sites en territoire Molos.

Mama Aleta travaille actuellement avec les collectivités du Timor occidental pour cartographier la forêt traditionnelle afin de définir leurs droits sur les territoires autochtones et protéger leurs terres

contre les menaces futures.

Il réduit l'impact des déchets sur l'environnement en Italie

Rossano Ercolini – En Italie et dans toute l'Europe, l'incinération constitue l'approche la plus courante pour la gestion des ordures. Chaque année, les incinérateurs brûlent des milliers de tonnes de déchets en libérant des gaz à effet de serre et des produits chimiques toxiques.

En 1994, un projet pour un site d'incinération a été proposé dans une petite ville de Toscane. Quand il a appris cette nouvelle, Rossano Ercolini, un enseignant dans une école primaire à moins de trois kilomètres du projet d'incinérateur, entreprit d'informer la communauté sur les risques posés par l'incinérateur.

Il a commencé en organisant des réunions publiques dans sa ville natale de Capannori, afin de présenter les dangers de l'incinération et de donner des explications sur la manière de trier les déchets organiques pour le compostage. Les gens se sont alors rendu compte qu'il était effectivement possible de gérer les ordures sans les incinérateurs. Poursuivant sur cette lancée, R. Ercolini a formé le groupe « Ambiente e Futuro » (Environnement et Avenir) et a organisé des manifestations où les citoyens ont exigé que les autorités abandonnent le projet d'incinérateur.

En réponse aux préoccupations de la communauté, les responsables régionaux ont annulé la construction de l'incinérateur et ont demandé à R. Ercolini de prendre en charge l'élaboration d'un plan de gestion des déchets. Il a fait du porte à porte pour rassembler les informations et, un an plus tard, il a mis sur pieds un nouveau système de collecte qui recycle 82 % des déchets de la ville.

Capannori est devenue un tremplin pour le mouvement « Zéro Déchet ». Grâce à une campagne de sensibilisation menée par R. Ercolini, 40 incinérateurs ont été mis hors service ou abandonnés et plus de 120 municipalités (regroupant plus de trois millions d'habitants) se sont jointes à Capannori pour adopter un objectif de zéro déchet. Les efforts de R. Ercolini ont également marqué le début d'un réseau Zéro Déchet à travers toute l'Europe où des pays comme le Royaume-Uni, l'Estonie, l'Espagne et le Danemark suivent l'exemple de l'Italie.

Il restaure des marais en Irak

Azzam Alwash – Au sud de l'Irak, les marais de Mésopotamie sont souvent considérés comme le berceau de la civilisation. Située entre les fleuves du Tigre et de l'Euphrate, la zone était jadis une oasis de la faune aquatique remplie de lits de roseaux luxuriants, de buffles d'eau, de lions, de renards et de loutres.

Au milieu des années 1990, Saddam Hussein brûla la zone et la draina, en représailles contre les chiites qui avaient organisé des soulèvements après l'invasion du Koweït et avaient trouvé refuge dans les marais.

Les terres humides furent transformées en poussière, chassant les descendants des anciens Sumériens qui habitaient la région depuis des milliers d'années.

Jeune garçon, Azzam Alwash a passé de nombreux jours dans les marais avec son père, qui travaillait au Département de l'irrigation. Lorsque S. Hussein accéda au pouvoir, A. Alwash déménagea aux Etats-Unis pour échapper aux persécutions. Il s'installa à Los Angeles, où il a réussi une brillante carrière d'ingénieur et a fondé une famille.

De loin, il a lu avec horreur les reportages sur la destruction des marais.

Lorsque le régime de S. Hussein tomba en 2003, il fit le choix difficile de renoncer à une vie confortable en Californie et de retourner dans un Irak déchiré par la guerre, pour restaurer les marais de son enfance.

A. Alwash se lança le défi d'amener la protection de l'environnement à l'avant-garde des objectifs d'une nation focalisée sur le rétablissement de la paix et la reconstruction de ses infrastructures.

En 2004, il a fondé Nature Iraq et, grâce à son expérience en ingénierie hydraulique, il a élaboré un plan pour ramener l'eau vers les marais. Il rencontra des représentants du gouvernement pour leur montrer les avantages environnementaux, sociaux et économiques d'un tel projet.

Aujourd'hui, les marais mésopotamiens commencent à fleurir à nouveau. Près de la moitié de la superficie initiale est maintenant inondée, et d'ici la fin de 2013, la zone devrait être consacrée premier parc national du pays.

Elle a arrêté deux centrales au charbon à Chicago

Kimberly Wasserman – Au sud-ouest de Chicago (Etats-Unis) se trouvent deux centrales à charbon, les plus anciennes et les plus sales du pays : les centrales Fisk et Crawford. A quelques centaines de

mètres de la centrale Crawford vit la dynamique communauté de Little Village, un quartier densément peuplé de 100 000 habitants, surtout de familles latinos.

Kimberly Wasserman, une Chicana (comme on dit là-bas), est née à Little Village et a grandi dans une maison située à environ un km de l'usine Crawford. En 1998, mère célibataire, elle dut se rendre d'urgence à l'hôpital avec son bébé de trois mois qui s'était soudain trouvé en insuffisance respiratoire. Selon les médecins, son fils avait été victime d'une crise d'asthme, dont elle découvrit plus tard qu'elle avait été provoquée par la pollution de l'environnement.

Fortement remuée par cette expérience, K. Wasserman fonda l'Organisation justice environnementale de Little Village (LVEJO), et commença à faire du porte-à-porte avec son bébé en bandoulière, et à parler aux familles du quartier qui avaient été aux prises avec des problèmes similaires. Elle leur expliqua comment leurs problèmes de santé découlaient des centrales au charbon, et convainquit les parents de leur droit à élever leurs enfants dans un voisinage exempt de pollution toxique.

Grâce aux voix acquises sur la scène locale, K. Wasserman se rapprocha de diverses organisations confessionnelles, de la santé, du travail et de l'environnement pour former une alliance stratégique. Elle rencontra les décideurs locaux, dont beaucoup avaient longtemps soutenu l'industrie du charbon.

L'alliance pour fermer les usines prit un nouvel élan en 2011 avec la création du Chicago Clean Power Coalition (Coalition de Chicago pour une énergie propre), et l'élection d'un nouveau maire. L'alliance appuya l'ordonnance Clean Power auprès des décideurs locaux, et la mesure reçut l'appui du maire et de 35 conseillers municipaux.

Devant l'ampleur des investissements à réaliser pour contrôler la pollution et réduire les gaz à effet de serre émis par les deux centrales à charbon, son propriétaire les ferma à l'automne 2012. LVEJO, en partenariat avec un groupe communautaire des environs de Pilsen, négocia un accord interdisant à toute industrie de combustibles fossiles de s'installer sur la zone.

K. Wasserman forme actuellement la prochaine génération des militants organisateurs, qui devront conduire la communauté vers la transformation des anciens sites industriels en parcs et en espaces de plein air.

Sources : goldmanprize.org.
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers